Colombie, Equateur, Espagne, Inde, Irlande, Norvège, Suède et Venezuela.

Dans une lettre, en date du 5 février 1992, le Président du Conseil de sécurité a informé le Secrétaire général de ce qui suit¹²:

"J'ai l'honneur de vous faire savoir que votre lettre du 3 février 1992 concernant la composition de l'élément militaire de la Mission d'observation des Nations Unies en El Salvador¹¹ a été portée à l'attention des membres du Conseil et que ceux-ci acceptent votre proposition."

Dans une lettre, en date du 15 mai 1992, adressée au Président du Conseil de sécurité à l'attention des membres du Conseil¹³, le Secrétaire général a fait savoir que le chef de la Mission d'observation des Nations Unies en El Salvador l'avait informé que, compte tenu de l'expérience acquise récemment en ce qui concernait la vérification de l'application des dispositions pertinentes des accords de paix et du fait que l'élément militaire de la Mission serait bientôt appelé à suivre le déroulement d'autres activités prévues dans les accords, le chef des observateurs militaires de la Mission était parvenu à la conclusion que, pour que ces tâches puissent être menées à bonne fin, il faudrait maintenir provisoirement les effectifs de l'élément militaire à leur niveau actuel, c'est-à-dire 290 observateurs militaires. Or, en application du plan original, ces effectifs devaient être réduits après le 1^{er} juin 1992. C'est pourquoi le Secrétaire général faisait sienna la recommandation du chef des observateurs militaires, qui lui avait été communiquée par le chef de la Mission, à savoir que les services de 39 observateurs militaires qui devaient quitter la Mission le 1^{er} juin 1992 soient prorogés pour une période de trois mois, c'est-à-dire jusqu'au 1^{er} septembre 1992. Il a également indiqué qu'aucun effort ne serait épargné pour financer les services de ces effectifs supplémentaires à l'aide des crédits ouverts par l'Assemblée générale pour la Mission. Au cas où cela ne serait pas possible, l'Assemblée générale serait informée des ressources supplémentaires nécessaires.

Dans une lettre, en date du 20 mai 1992, le Président du Conseil de sécurité a informé le Secrétaire général de ce qui suit¹⁴:

"J'ai l'honneur de vous faire savoir que votre lettre du 15 mai 1992 concernant la prorogation des services de 39 observateurs militaires détachés auprès de la Mission d'observation des Nations Unies en El Salvador¹³ a été portée à l'attention des membres du Conseil et que ceux-ci acceptent votre recommandation."

Le 3 juin 1992, à l'issue de consultations avec les membres du Conseil, le Président a fait la déclaration suivante au nom du Conseil¹⁵:

"Les membres du Conseil ont pris connaissance du rapport du Secrétaire général sur la Mission d'observation des Nations Unies en El Salvador en date des 26 mai et 19 juin 1992¹⁶.

"Les membres du Conseil se réjouissent du maintien du cessez-le-feu, qui n'a pas été violé une seule fois depuis son entrée en vigueur le 1^{er} février 1992.

"Les membres du Conseil marquent toutefois leur profonde inquiétude devant les nombreux retards, imputables aux deux parties, dans l'application des accords conclus entre le Gouvernement salvadorien et le Frente Farabundo Martí para la Liberación Nacional et devant le climat de suspicion mutuelle qui subsiste encore. Une telle situation, si elle devait se prolonger, risque de remettre en cause les fondements mêmes des accords.

"Les membres du Conseil demandent instamment aux deux parties de faire preuve de bonne foi dans la pleine application des accords, de respecter les échéances convenues, de consentir tous les efforts nécessaires à la réalisation de la réconciliation nationale en El Salvador et d'appliquer le processus de démobilisation et de réforme.

"Les membres du Conseil renouvellent leur appui total à l'action menée par le Secrétaire général et son représentant spécial pour El Salvador, avec l'appui des gouvernements du Groupe des amis du Secrétaire général et d'autres gouvernements intéressés. Ils rendent hommage au personnel de la Mission, qui opère dans des conditions fort difficiles, et s'inquiètent des menaces qui pèsent sur sa sécurité. Ils rappellent aux parties leur obligation de prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer la sécurité de la Mission et de ses membres.

"Les membres du Conseil continueront à suivre de près l'évolution de l'application des accords de paix en El Salvador."

À sa 3129^e séance, le 30 octobre 1992, le Conseil a examiné la question intitulée "Amérique centrale: efforts de paix - lettre, en date du 28 octobre 1992, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général (S/24731¹⁷)".

Résolution 784 (1992)
du 30 octobre 1992

Le Conseil de sécurité,

Rappelant sa résolution 637 (1989) du 27 juillet 1989,

Rappelant également ses résolutions 693 (1991) du 20 mai 1991, 714 (1991) du 30 septembre 1991 et 729 (1992) du 14 janvier 1992,

Prenant acte de la lettre, en date du 19 octobre 1992, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général¹⁸, dans laquelle il annonçait un retard dans le calendrier prévu par la résolution 729 (1992),

Prenant acte également de la lettre, en date du 28 octobre 1992, adressée au Président du Conseil de sécurité par le

Secrétaire général¹⁹, dans laquelle il proposait une prolongation intérimaire du mandat actuel de la Mission d'observation des Nations Unies en El Salvador,

1. *Approuve* la proposition du Secrétaire général tendant à prolonger pour une période s'achevant le 30 novembre 1992 le mandat actuel de la Mission d'observation des Nations Unies en El Salvador;

2. *Prie* le Secrétaire général de présenter au Conseil de sécurité, d'ici à cette date, des recommandations, assorties d'incidences financières, sur la durée de la prolongation du mandat, sur le mandat lui-même et sur les effectifs dont la Mission aura besoin, compte tenu des progrès déjà réalisés, pour vérifier l'application des dernières phases du processus de paix en El Salvador;

3. *Demande instamment* aux deux parties de respecter scrupuleusement les engagements qu'elles ont pris en vertu des accords signés le 16 janvier 1992 à Mexico⁹, de les exécuter de bonne foi et de répondre positivement aux propositions que vient de leur faire le Secrétaire général pour surmonter les difficultés actuelles;

4. *Décide* de rester saisi de la question.

Adoptée à l'unanimité à la 3129^e séance.

Décision

À sa 3142^e séance, le 30 novembre 1992, le Conseil a examiné la question intitulée "Amérique centrale: efforts de paix - rapport du Secrétaire général sur la Mission d'observation des Nations Unies en El Salvador (S/24833 et Add.1¹⁷)".

Résolution 791 (1992)

du 30 novembre 1992

Le Conseil de sécurité,

Rappelant sa résolution 637 (1989) du 27 juillet 1989,

Rappelant également ses résolutions 693 (1991) du 20 mai 1991, 714 (1991) du 30 septembre 1991, 729 (1992) du 14 janvier 1992 et 784 (1992) du 30 octobre 1992,

Ayant étudié le rapport du Secrétaire général sur la Mission d'observation des Nations Unies en El Salvador, en date des 23 et 30 novembre 1992²⁰,

Prenant note avec satisfaction de l'action que continue de mener le Secrétaire général pour soutenir l'exécution des divers accords que le Gouvernement salvadorien et le Frente Farabun-

do Martí para la Liberación Nacional ont signés entre le 4 avril 1990 et le 16 janvier 1992 pour rétablir la paix et favoriser la réconciliation en El Salvador,

Notant que le Secrétaire général se propose, dans cette opération de maintien de la paix et dans les autres, de continuer à exercer un contrôle rigoureux sur les dépenses, étant donné le volume croissant des ressources qui doivent actuellement être affectées au maintien de la paix,

1. *Approuve* le rapport du Secrétaire général sur la Mission d'observation des Nations Unies en El Salvador, en date des 23 et 30 novembre 1992²⁰;

2. *Décide* de proroger de six mois, soit jusqu'au 31 mai 1993, le mandat de la Mission tel que défini dans ses résolutions 693 (1991) et 729 (1992);

3. *Se félicite* que le Secrétaire général se propose de moduler les futurs effectifs et activités de la Mission en fonction des progrès qui auront été faits dans la mise en oeuvre du processus de paix;

4. *Demande instamment* aux deux parties de respecter scrupuleusement les engagements solennels qu'elles ont pris aux termes des accords signés le 16 janvier 1992 à Mexico⁹, de les exécuter de bonne foi et de faire preuve du maximum de modération et de retenue, aussi bien au stade actuel qu'après la conclusion du cessez-le-feu, afin de respecter les nouveaux délais dont elles sont convenues pour mener à bien le processus de paix et assurer le retour à la normale, notamment dans les zones où se sont déroulées les hostilités;

5. *Partage* à cet égard les préoccupations exprimées par le Secrétaire général au paragraphe 84 de son rapport;

6. *Réaffirme* son appui aux bons offices prêtés par le Secrétaire général dans le processus de paix en El Salvador et engage les deux parties à coopérer pleinement avec le représentant spécial du Secrétaire général pour El Salvador et la Mission dans leur tâche consistant à aider les parties à exécuter les engagements qu'elles ont pris et à vérifier qu'elles le font;

7. *Prie* tous les Etats ainsi que les organismes internationaux qui s'occupent de questions de financement et de développement de continuer à soutenir le processus de paix, notamment au moyen de contributions volontaires;

8. *Prie* le Secrétaire général de tenir le Conseil de sécurité pleinement informé du déroulement du processus de paix en El Salvador et de lui faire rapport, selon que de besoin, sur tous les aspects des opérations de la Mission, et ce avant l'expiration du nouveau mandat de celle-ci;

9. *Décide* de rester saisi de la question.

Adoptée à l'unanimité à la 3142^e séance.